

Christine Douxlens, Pierre Vidal-Naquet

DES QUARTIERS « HORS SOL »

QUARTIERS FERMÉS ET RAPPORTS DE PROXIMITÉ
DANS LA BANLIEUE DE BUENOS-AIRES

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'agglomération de Buenos-Aires connaît de profondes transformations. Au cœur de banlieues très pauvres et très sous-équipées se sont implantés, à un rythme très soutenu, des ensembles de logements closus entièrement clôturés et aux accès strictement contrôlés. Directement reliés à la capitale fédérale par un réseau autoroutier moderne – ils sont construits le long des deux branches de l'autoroute « panaméricaine » – ces « quartiers privés » sont dotés de services de proximité de qualité. Ils disposent d'équipements sportifs, de lieux de culte, d'établissements scolaires de bon niveau et d'accès directs aux centres commerciaux. Les quartiers fermés constituent des espaces d'entre-soi réservés aux membres de la fraction des classes moyennes en ascension sociale. Véritables enclaves dans le territoire urbain environnant, ils assurent à leurs habitants les conditions d'une quasi-autosuffisance et constituent, pour eux, des lieux d'arrimage, permettant les prises de distance sociale qu'exige leur mise en orbite dans des réseaux sociaux « a-territorialisés ».

Le développement de ces quartiers sécurisés qui, initialement localisés au nord, ont gagné plus récemment l'ouest et le sud de la capitale fédérale, suit une courbe quasiment exponentielle. Près de deux mille familles vivaient dans des quartiers fermés au début de la décennie. Elles étaient 5 000 en 1997¹. L'Argentine, dans son ensemble, comptait 148 lotissements fermés en 1996, et 310 en 1997². On peut dénombrer, trois ans plus tard, près de 400 quartiers fermés dans l'aire métropolitaine de Buenos-Aires³. Certes, le nombre de personnes résidant dans de tels quartiers est relativement modeste. Estimé à 20 000 en 1997⁴, il s'élève peut-être aujourd'hui à 30 000 ou 40 000, ce qui, proportionnellement aux 12 millions d'habitants que compte le grand Buenos-Aires, demeure encore très minime. En revanche, l'emprise spatiale de ce type d'urbanisation est très significative. L'habitat sécurisé est très consommateur d'espace et couvrait, en 1997,



Mairie de Malvinas Argentinas, la commune qui résiste aux quartiers fermés.

une surface totale équivalente à près de deux fois la surface de Paris⁵. On assiste donc à l'émergence d'une dynamique de croissance urbaine dont certains estiment qu'elle est analogue à celle qu'ont connue les faubourgs de Buenos-Aires entre 1940 et 1960, avec le développement de l'habitat populaire⁶.

1. Selon Maria Cecilia Arizaga, « Barrios privados » (o cómo el modelo de movilidad ascendente devino en autopista con peaje), dans *La Marea*, Buenos-Aires, Été 1999-2000, n° 166.

2. La plupart des lotissements fermés sont situés autour de Buenos-Aires. Mais d'autres grandes villes d'Argentine connaissent aussi ce phénomène.

3. Recensés dans la nouvelle édition *Guía de Countries, Barrios Privados y Chacras*, nouveau guide.

4. Selon Guy Thuillier, *La Ville privée, Country clubs et « barrios cerrados » dans le Grand Buenos-Aires*, Mémoire de DEA, Université de Paris X-Nanterre, 1998. Guy Thuillier est, à notre connaissance, le seul chercheur français qui s'est jusqu'à maintenant, intéressé au phénomène des quartiers fermés de Buenos-Aires.

5. Guy Thuillier, *op. cit.*

6. Horacio A. Torres, *Procesos recientes de fragmentación socioespacial en Buenos Aires : la suburbanización de las élites*. Seminario de investigación urbana «El nuevo milenio y lo urbano» Instituto de Investigaciones Gino Germani.

Un tel phénomène représente actuellement une véritable mutation de la capitale argentine, aussi bien dans les modalités de distribution de l'espace que dans la structuration des rapports sociaux : alors qu'historiquement, ce sont les couches les plus modestes qui se sont installées à la périphérie de la ville, ce sont aujourd'hui les classes moyennes aisées qui commencent à quitter les logements collectifs de la capitale fédérale et à investir les communes populaires de l'agglomération.

À la périphérie : un habitat très précaire

À Buenos-Aires et jusqu'à une date récente, les familles les plus aisées n'ont pas cherché à s'installer en banlieue dans des maisons individuelles. Peut-être n'ont-elles pas été séduites par le paysage de la pampa... Il faut dire en effet que la capitale argentine est entourée à perte de vue d'une plaine presque désertique qui n'offre guère de site naturel pouvant présenter une position géographique privilégiée. La bourgeoisie a donc plutôt valorisé l'environnement urbain, et dans celui-ci, les appartements situés dans des immeubles collectifs. Elle est d'abord restée concentrée dans le centre ville, puis s'est déplacée vers quelques quartiers péri-centraux situés au nord de la capitale, entre Recoleta et Nuñez, ainsi que vers deux communes limitrophes, Vicente Lopez et San Isidro⁷.

Délaissé par les couches moyennes, l'espace périurbain a été au contraire investi, à partir des années quarante, par des populations très modestes. En l'espace d'une dizaine d'années, le grand Buenos-Aires a gagné environ 4 millions d'habitants et a doublé ainsi sa population. À l'extérieur de la ville, le prix du sol est d'autant plus bas qu'il n'est pas équipé. Il n'existe alors aucune planification urbaine et c'est le « laisser-faire » qui s'impose en matière d'acquisition et de construction. Si les plus pauvres s'entassent dans des *villamiseria* au cœur même de la capitale, les mieux dotés – d'ailleurs aidés par des prêts à remboursement fixe ainsi que par des subventions – s'installent à la périphérie, y acquièrent de petits lopins de terre, auto-construisent un habitat de fortune et l'améliorent au fil des ans. Ils tentent de se doter d'un minimum d'équipements collectifs, en s'appuyant, notamment, sur les réseaux de voisinage. La politique de nationalisation et de subvention des chemins de fer, suivie par le gouvernement péroniste, permet de maintenir le prix des transports en commun particulièrement bon marché et facilite par conséquent l'accès quotidien au centre ville. Ainsi, à partir des années quarante et pendant plusieurs décennies, se dessine progressivement un paysage de banlieue qui se compose de logements de type pavillonnaire plus ou moins sommaires, situés sur de toutes petites parcelles, la plupart du temps largement sous-équipées. Par temps de pluie, certains quartiers,

encore aujourd'hui, deviennent de véritables cloaques. C'est à partir des années soixante que se mettent en place les conditions qui permettront plus tard la transformation de l'occupation sociale de la grande banlieue. Petit à petit, en effet, de grands travaux d'infrastructure sont réalisés et des autoroutes à péage relient les villes de la périphérie au centre de la capitale. Ces aménagements autoroutiers sont achevés au début des années quatre-vingt dix, et rendent alors possible l'accès rapide aux espaces périurbains.

En 1977, une disposition juridique importante modifie les conditions d'accès à la propriété. La loi « Ordenamiento territorial y uso del suelo » conditionne la commercialisation des sols à l'application de nouvelles normes d'équipement. Cette loi met un terme au processus de morcellement de l'espace qui avait permis jusque là l'installation des couches populaires. Selon cette loi, les terrains ne peuvent être désormais lotis et vendus que s'ils bénéficient d'un minimum de viabilisation. Il n'est donc plus question que les travaux d'infrastructure soient pris en charge par l'accédant et soient réalisés au coup par coup. Ils doivent être préalablement effectués par le lotisseur. Cette loi favorise le développement d'opérations de promotion et la commercialisation de lotissements viabilisés auxquels seule peut accéder une clientèle solvable, et renforce la précarité de ceux – et ils sont nombreux – qui parviennent à transgresser la loi et à accéder quand même à la propriété.

Les nouveaux lotissements sécurisés

À partir de la fin des années quatre-vingt, une autre catégorie de population commence donc à émigrer vers la banlieue. Elle s'installe au cœur des anciens « lotissements économiques », parfois au milieu des bidonvilles. Le profil sociologique de ceux qui choisissent de quitter les nuisances et les dangers du centre ville pour élire résidence à l'extérieur de la capitale est évidemment très éloigné de celui des populations locales. Il s'agit en général de familles ayant de jeunes enfants, issues des quartiers nord de la capitale et appartenant à celles des couches moyennes qui ne sont pas affectées par la crise économique. La distance sociale, professionnelle, économique, culturelle et ethnique⁸ entre anciens et nouveaux habitants de la banlieue est extrême.

Contrairement aux processus de « gentrification » des quartiers anciens qui s'échelonnent dans le temps, la transformation de l'occupation sociale de l'espace ne se

7. Romero José Luis, « La ciudad de masas », in *Buenos Aires, Historia de Cuatro Siglos, Tomo 2. Desde la Ciudad Burguesa (1880-1930) hasta la Ciduada de Masas (1930-2000)*. Éd. Altamira, 2000.

8. Une partie des habitants, notamment les immigrés du Paraguay ou de la Bolivie, ou ceux qui viennent du Nord de l'Argentine, sont d'origine indienne.

réalise pas de manière progressive. L'installation de populations aisées dans un univers aussi dégradé s'opère par « blocs » ou par « pôles ». En d'autres termes, par la création, de toutes pièces, d'espaces hautement qualifiés, tant du point de vue des équipements publics, de l'offre de services, que du milieu naturel et social. Contrastant avec l'environnement immédiat qui est souvent dépourvu de tout, les lotissements sont dotés de tous les réseaux qu'exige le confort moderne, d'une voirie normalement revêtue et soigneusement entretenue et de vastes espaces verts. Ils disposent bien souvent d'équipements sportifs et d'établissements scolaires bilingues, et bien sûr, d'un habitat dont le standing n'a rien à voir avec celui des logements de la population locale.

Afin que soit préservé leur très haut degré de qualification, ces espaces sont protégés, clôturés et étroitement contrôlés. Les équipements et les services proposés sont en général réservés à ceux qui y résident. Ce sont en effet les habitants des lotissements privés qui financent l'investissement et le fonctionnement de ces équipements et ils ne sont pas prêts, sauf exception, à en partager l'usage avec les populations avoisinantes. Mais la fermeture vise aussi à maintenir le niveau social de ces nouveaux quartiers et surtout à préserver leurs habitants des risques liés à la délinquance. Si les classes moyennes commencent à quitter le centre ville, c'est, en effet, en partie en raison de l'insécurité qui y règne et qui semble s'être aggravée depuis dix ans⁹. Et elles n'acceptent de cohabiter avec des populations socialement très différentes et souvent vécues par elles comme « dangereuses » qu'à condition d'en être rigoureusement séparées.

Déjà, les *countries* ou *clubs de Campo* qui, à l'origine, avaient été implantés dans des zones totalement vierges élevèrent des murs de protection parfois très imposants, dès qu'ils furent gagnés par l'urbanisation populaire. Les nouveaux lotissements – *barrios cerrados* ou *countries* – qui se construisent aujourd'hui sont, eux aussi, soigneusement clôturés. Le plus souvent, cette fermeture est tout sauf discrète. Certes, désormais, la législation n'autorise plus l'édification de hautes murailles. Les nouvelles clôtures sont donc grillagées et plus ou moins masquées par de la végétation. En revanche, les zones de contrôle des entrées et des sorties font l'objet d'un marquage très soutenu. Les portes d'entrée des lotissements privés et les locaux où se tiennent les équipes de surveillance sont très souvent de facture monumentale. À titre d'exemple, Pilar del Este, véritable ville fermée en cours de construction, est dotée d'un immense porche par où doivent transiter les véhicules. Mais, les entrées de chacun des quartiers qui composeront la future ville – eux aussi fermés par des clôtures – sont conçues sur le même modèle. Un tel déploiement et une telle redondance de moyens de protection sont autant destinés à écarter les indésirables

qu'à procurer un sentiment de sécurité à ceux qui sont habilités à franchir ces imposants barrages successifs. Ces ouvrages qui se donnent à voir avec beaucoup d'ostentation sont renforcés par des systèmes de télé-surveillance qui sont tout aussi dissuasifs. L'existence de tels systèmes sont signalés (« souriez vous êtes filmés ») aussi bien pour rassurer les habitants légitimes que pour inquiéter les éventuels intrus. Enfin, des équipes de vigiles – nous en avons vues qui étaient armées – gardent l'entrée et sillonnent le lotissement. Dans certains quartiers, ils peuvent assurer leur surveillance à partir de véritables « miradors » qui confortent les grilles ou les murs d'enceinte. Leur contrôle s'exerce au delà des frontières des quartiers comme nous en avons



Grillage, habillage végétal et mirador autour d'un club de campo.

fait l'expérience : quelques minutes après avoir pris des photographies, et bien que nous n'ayons pas franchi les limites du quartier, nous avons été encerclés par plusieurs vigiles qui nous ont fait savoir qu'il était interdit de prendre des photos – alors que nous étions nous-mêmes probablement filmés. L'accès aux *barrios cerrados* est donc strictement contrôlé. Les non-résidents – le personnel de service ou les étrangers – doivent donner leur nom, celui des personnes qu'ils vont voir, et

9. Entre 1990 et 1999, le nombre de délits a plus que doublé. De 123 000 environ en 1990, le nombre d'actes de délinquance est passé à 312 000 en 1999. Il faut noter cependant que Buenos-Aires reste encore la plus sûre des grandes villes d'Amérique Latine, sont d'origine indienne.

redonner leur nom à la sortie. Il est pratiquement impossible d'entrer sans relais à l'intérieur du quartier¹⁰. Les autorités locales sont soumises aux mêmes règles¹¹. Le quartier fermé est bien un quartier « privé ».

En général, les commerces n'ont pas droit de cité dans les *barrios cerrados* car ils risquent de drainer une clientèle non résidente. Certes, certains *clubs de campo* acceptent des gens de l'extérieur, mais sous certaines



Quelques logements dans un barrio cerrado.

conditions. Il arrive en effet que les promoteurs commercialisent en même temps des *countries* et des *barrios cerrados* plus modestes, les habitants de ces derniers étant autorisés à fréquenter les équipements sportifs des *countries* voisines sous réserve de cotisation¹². Si certains lotissements disposent de chapelles, celles-ci sont réservées aux fidèles qui y résident. Une telle situation a d'ailleurs provoqué une réaction de l'Église qui, dans certains diocèses, interdit la construction de nouvelles chapelles dans les *barrios cerrados*, par crainte d'une « privatisation du religieux ». Ainsi l'évêque de San Isidro invite « les anciens habitants à recevoir dans leur communautés chrétiennes leurs voisins des *barrios privados*. Il enjoint à ceux-ci d'intégrer les communautés déjà existantes pour éviter leur isolement et pour accroître la solidarité ». Il demande que les églises situées dans les *barrios cerrados* soient ouvertes à tous. De telles perspectives ne sont pas toujours acceptées. Quant aux écoles « privées », elles peuvent accueillir des enfants qui ne résident pas dans des *barrios privados*. Mais ici, c'est le coût de la scolarité qui fait office de barrage et de sélection.

Ce ne sont pas seulement les allées et venues des personnes extérieures qui sont surveillées dans les *barrios privados*. Un certain contrôle s'exerce aussi sur l'accès à la propriété au sein des lotissements. Ce sont surtout les habitants des *countries* qui disposent d'un pouvoir de sélection sociale, au travers de l'acceptation ou du refus des demandes d'adhésion au club. Dans certains clubs, les noms des postulants sont affichés pendant plusieurs semaines pour permettre aux sociétaires d'émettre un avis sur les candidatures.

La mise à distance vis-à-vis de la population locale, s'inscrit dans un système plus global qui inclut non seulement la sécurisation des habitants, mais aussi la configuration de leurs trajets ainsi que la localisation des équipements qu'ils fréquentent. Ainsi, alors que la population locale emprunte les transports en commun, les nouveaux résidents circulent sur les autoroutes à péage qui se présentent de fait comme des espaces protégés. En outre, des centres commerciaux – les *shopping-centers* – ainsi que des centres de loisirs, ont été construits le long des autoroutes, avec des dessertes spécifiques. Ainsi, les habitants des *barrios cerrados* peuvent effectuer leurs achats de proximité et se divertir, sans avoir recours aux commerces situés dans les quartiers ouverts. Par ailleurs, les promoteurs ont souvent pris en charge l'édification de routes qui conduisent aux autoroutes. Ces voies d'accès – aussi soignées que celles des lotissements – sont ouvertes au public et ne peuvent être privatisées. C'est pourquoi, dans certains cas, les habitants des *barrios cerrados* s'organisent pour être pris en charge par des vigiles dès la sortie de l'autoroute... Dans d'autres cas, les entrées des *barrios cerrados* sont situées de façon à réduire au maximum la distance qui les sépare des autoroutes.

Autour de ce dispositif global – *barrios cerrados*, autoroutes, voies d'accès, *shopping centers*, centres de loisirs – s'organise un « entre soi » relativement homogène et protégé. Les espaces de cet « entre soi » tendent à s'élargir à des organisation « inter-quartiers ». Par exemple, un guide des *Countries, Barrios Privados y Chacras*, qui est édité annuellement, diffuse l'information nécessaire devant permettre à chacun de communiquer avec les voisins des autres quartiers et des autres *clubs de campo*. Sur un autre plan, on assiste à certaines initiatives communes : *countries* et *barrios privados* s'associent pour prendre en charge la réalisation d'infrastructures communes... Mais, c'est surtout autour de l'animation des jeunes que se tissent des relations inter-quartiers. On constate, notamment dans les *clubs de campo* les plus anciens, que l'urbanisme affinitaire produit un certain ennui chez les adolescents qui, dans certains cas, commencent à se livrer à des actes de petite délinquance. En réaction à ce phénomène, ces *clubs de campo* s'organisent en commun et se dotent de moyens (animateurs, véhicules collectifs, soirées) dans

10. Les quartiers où nous avons pu pénétrer étaient soit des quartiers en cours de commercialisation soit des quartiers où la personne qui nous accompagnait disposait d'un relais.

11. Le directeur de l'aménagement urbain de l'une des communes concernée, sollicita, devant nous, à plusieurs reprises l'autorisation de franchir les barrières de quartiers fermés. Il essaya plusieurs refus bien qu'il ait décliné son identité et sa fonction et qu'il ait exposé la raison de sa demande (l'accueil de collègues étrangers).

12. Exemple analysé par Maristella Svampa, in « Clases medias, cuestión social y nuevos marcos de sociabilidad », *Punto de Vista* n° 67, Buenos-Aires, août 2000.

le but d'élargir les espaces de sociabilité de ces jeunes. Selon le responsable d'un *club de campo*, « les jeunes, ils ne peuvent pas rester comme ça longtemps entre eux. Ils finissent par s'ennuyer. Il faut qu'ils rencontrent d'autres jeunes. Il faut qu'ils puissent se marier avec des jeunes d'autres quartiers... ». Selon Guy Thuillier, les *barrios cerrados* forment aujourd'hui un véritable « archipel »...

Ainsi les nouveaux habitants qui viennent habiter à la périphérie de Buenos-Aires n'entretiennent que très peu de contacts avec leurs voisins qui vivent dans les quartiers ouverts. Les uns et les autres ne se côtoient qu'exceptionnellement dans les commerces locaux ou dans les zones de loisirs. Ils ne se retrouvent pas dans les bus ou les trains, utilisés exclusivement par la population locale. Ils s'évitent même sur les routes. Finalement, les contacts ne s'actualisent que dans le cadre de relations de services (emploi de personnel domestique notamment). Ils peuvent aussi, éventuellement, s'établir sur un mode « distancié ». On peut noter par exemple l'existence d'œuvres caritatives ayant pour objet l'assistance des populations démunies vivant autour des *barrios cerrados*. Il existe aussi des fondations qui poursuivent le même but, et qui sont alimentées par des prélèvements sur le budget des charges de propriété des *countries*.

Le voisinage avec la Nature policée

Si l'on en croit la presse spécialisée, les nouveaux résidents s'isolent pour construire une société exempte de toutes « les perversions » produites par la vie urbaine. En premier lieu, se protéger de tous les dangers liés à la ville, notamment du bruit, de la pollution, du stress et du risque de délinquance. Mais, plus positivement, surtout adopter une autre philosophie, un autre « style de vie » : « Que ce soit par nécessité ou par économie, en recherchant la verdure et la vie naturelle, ce choix permet de réaliser l'utopie d'une petite communauté à échelle humaine, où la solidarité de voisinage remplace l'aliénation et l'individualisme urbain »¹³. C'est donc ici la Nature qui est appelée à servir de médiation des rapports sociaux.

La « Nature » qui est proposée aux nouveaux résidents est tout sauf sauvage. Elle fait l'objet d'une intense domestication à laquelle chacun est appelé à contribuer. Les rapports à la nature sont définis, parfois même dans le détail. Le règlement de co-propriété de Pilar del Este, qui sera demain une véritable « ville verte », est, à ce sujet, éloquent. La ville a d'abord une vocation strictement résidentielle. Y sont donc exclus « les commerces, les bureaux, les pensions ou hôtels, les maisons pour malades, les cliniques, les activités de nature politique ou religieuse », en bref tout ce qui est susceptible de générer un quelconque brassage social.

La ville verte est entièrement tournée vers la nature. Toutefois, la relation avec la Nature est strictement encadrée : les habitants n'ont pas le droit « de posséder des animaux de basse-cour », ou « tout autre type d'animal domestique qui perturbe la tranquillité, la sérénité, la sécurité, le bien-être et la convivialité ». Le règlement interdit par ailleurs aux résidents d'édifier des clôtures sur leurs terrains ce qui limite, de fait, la possibilité de posséder un animal domestique¹⁴. L'administration de la future ville verte se « réserve le droit de procéder à l'entretien des jardins des résidents, notamment des gazons, des arbres, arbustes et fleurs [...] quand ceux-ci ne sont pas conservés en parfait état par leurs propriétaires... ».

Les *barrios cerrados* que nous avons visités paraissent tous dessinés sur le même modèle. Des maisons dont l'architecture est le plus souvent d'inspiration américaine ou anglaise sont disposées côte à côte, sur un espace soigneusement entretenu, revêtu de gazon, et souvent arboré. Aucun jardin n'est laissé à l'abandon, aucune pelouse ne dépare par la hauteur (ou même la nature) de son gazon. Aucune « herbe folle ». Aucune clôture ne sépare les maisons les unes des autres. Seuls sont acceptés – non sans conflits d'ailleurs – les grillages qui entourent les piscines. Les voies de circulation sont spacieuses, propres, bien éclairées, et sans trottoirs. Les quelques voitures qui roulent marchent au pas. Comme sur les publicités, on peut apercevoir des petits enfants à bicyclette, des femmes qui font du jogging ou qui bavardent... Les lotissements qui servent de référence (les *countries*) comportent en général en leur centre un ensemble d'équipements sportifs où le gazon est omni-présent (golf, terrain de foot, de rugby...) et un *club house*, véritable pôle d'animation de la vie sociale.

Comme le suggère la publicité, l'immersion dans une telle nature doit permettre à l'individu de se consacrer enfin à la culture de soi, de sa famille et son milieu social. L'harmonie sociale, familiale et individuelle dont donne l'image cette nature normalisée n'est pas une harmonie fondée sur la diversité, la différence ou l'altérité. C'est au contraire une harmonie qui résulte de la coexistence de modes de vie qui se ressemblent... En se repliant ainsi dans les lotissements fermés, les classes moyennes ne se mettent pas seulement à distance des populations environnantes ou des « perdants », elles se retirent aussi de l'espace public urbain qui, peut-être à Buenos-Aires plus qu'ailleurs, met en scène l'existence de la diversité.

13. *Nueva guía de countries, barrios privados y chacras*, op. cit.

14. Certaines publicités proposent aux habitants des quartiers fermés, des clôtures électriques enterrées et des récepteurs à placer sur le collier des animaux. Une décharge électrique dissuade ceux-ci de franchir de telles clôtures...

Un modèle résidentiel admis

Ce mouvement de « sécession » ne semble pas soulever de véritables questionnements ni générer la moindre tension sociale. « La question des *barrios cerrados* est une réalité qui existe et personne ne peut ignorer l'importance de leur développement [...] Se demander si cette réalité est bonne ou mauvaise, me paraît être une question simpliste et dépassée »¹⁵.

La législation ne s'est pas opposée à la diffusion des *countries* et des *barrios cerrados*. Elle a plutôt accompagné leur développement. Les *countries* se sont d'abord développées en dehors de tout cadre juridique, sous la forme de simples lotissements, ce qui laissait entière la question de la propriété et de la gestion des parties communes. Mais, à partir de 1948, elles ont été considérées comme des « édifices en propriété horizontale ». Plus récemment, en 1998, un décret de la Province de Buenos-Aires a officialisé les *barrios cerrados*. Soumis à autorisation municipale, ils ne doivent pas « nuire à la trame urbaine existante », ni « interférer sur les axes de développement ultérieur » ni limiter l'usage des voies publiques. En outre, le décret prévoit l'abandon des clôtures en dur au profit de fermetures transparentes (grillages, végétation).

La nécessité de cet encadrement juridique des *barrios privados* ne résulte pas – semble-t-il – d'une forte pression sociale. En effet, l'arrivée d'une population aisée, refermée sur elle-même de façon ostentatoire, dans un milieu périurbain plutôt dégradé et souvent dépourvu de tout équipement, ne semble pas avoir été vécue comme une provocation. Les populations avoisinantes sont rarement à l'initiative des conflits. Ceux qui, parfois, émergent sont plutôt déclenchés par les autorités locales. Ainsi, à Malvinas Argentinas, un litige oppose depuis plusieurs années la municipalité et une partie des résidents voulant transformer leur quartier en *Club de Campo*. Malvinas Argentinas est une commune très récente, dont l'identité urbaine n'est pas affirmée. Regroupant 200 000 habitants, Malvinas Argentinas est une petite ville semi-résidentielle, semi-industrielle, qui n'a pas de centre ville repérable et qui ne dispose pas d'équipements structurants. Les locaux de la mairie, comme d'ailleurs les gares, passent tout à fait inaperçus. L'un des projets de l'équipe municipale est de structurer cet ensemble disparate, de créer un véritable centre ville, et de doter la commune d'une continuité urbaine. Or, l'existence d'enclaves dans la ville contrecarre un tel projet. D'où l'opposition de l'intendant à toute nouvelle clôture de l'espace qui se traduit par un conflit de longue durée traité à la fois sur la scène judiciaire, et sur la scène locale, à coups de bulldozer...

Mais la population locale manifeste une indifférence bienveillante à l'égard de ce type d'urbanisation. Ce

qui se passe à la périphérie de Buenos-Aires paraît largement ignoré par les habitants de la capitale. Pourtant, chaque samedi, les deux quotidiens les plus importants, *Clarín* et *la Nación*, éditent un cahier spécial consacré à ce nouveau mouvement résidentiel. Ces publications régulières ne paraissent pas susciter beaucoup d'intérêt. Nous avons observé une quasi-absence de débat public sur ce thème, sauf peut-être dans certains milieux spécialisés. D'ailleurs le débat est, pour partie, animé par les représentants de... Malvinas Argentinas, qui en l'espace de trois ans, ont organisé deux colloques sur ce thème, dont le dernier, en partenariat avec des chercheurs de l'Université General Sarmiento.

À proximité... des réseaux planétaires

Un telle indifférence s'explique peut-être par le fait que, jusqu'à maintenant du moins, le développement des *barrios privados* n'a pas encore véritablement heurté d'intérêts concrets. Apparemment le développement de ces quartiers à la périphérie de la ville ne dérange pas beaucoup de monde. Le nombre de personnes qui quittent le centre de Buenos-Aires pour les *barrios cerrados* de la périphérie est relativement faible. Beaucoup, parmi ceux qui auraient les moyens de partir, entendent rester en ville et continuer à bénéficier de tous les services offerts – notamment des services culturels – et ceci malgré le bruit, la pollution et l'insécurité. D'ailleurs, on voit se développer à l'intérieur même de la capitale fédérale, des *Torres Countries*, qui sont des immeubles collectifs fermés et surveillés, comportant un certain nombre d'équipements sportifs et de loisir. Buenos-Aires n'a pas encore perdu – pour le moment – ses classes moyennes.

Sauf exception, l'arrivée de ces nouvelles familles dans les communes de la périphérie n'apparaît pas non plus comme problématique. Pour les autorités locales, au contraire, la présence d'une population aisée est vécue, en général, comme un facteur de développement social, économique et urbain. En effet, la plupart des communes périphériques sont pauvres, voire très pauvres, et n'ont guère de ressources pour construire des équipements. Le taux de chômage y est particulièrement élevé¹⁶. La multiplication des lotissements fermés semble pouvoir contribuer à la création de toutes sortes d'emplois directs notamment dans le secteur des services à domicile, de la sécurité, de la construction.

15. Julio Ernesto Tizzone, avocat, in *Barrios Cerrados, Nuevas formas de urbanización del Gran Buenos Aires*, Memoria del seminario sobre barrios cerrados, 9 y 13 de Noviembre 1997, Municipalidad de Malvinas Argentinas. Dirección de Planeamiento Urbano.

16. Le taux de chômage à la périphérie de Buenos-Aires est actuellement de 18 % environ, celui de la capitale Fédérale, 11,2 %.

Des entreprises et des centres commerciaux s'installent dans des communes autrefois délaissées, et embauchent aussi du personnel local. Les lotissements ne coûtent rien aux communes, puisque les équipements induits y sont totalement pris en charge par les copropriétaires. Parfois les municipalités peuvent même demander certaines compensations aux lotisseurs. Dans ce cas ces derniers prennent en charge la réalisation, à l'extérieur des quartiers fermés, de certaines infrastructures utilisables par la population locale. De plus, par le biais des impôts locaux, les habitants des lotissements contribuent aussi à l'amélioration de la situation financière des communes et éventuellement à la diminution de la pression fiscale qui pèse sur les ménages. Ainsi, à Pilar, commune où sont concentrés de nombreux *barrios privados*, les impôts locaux dans les quartiers existants viennent de diminuer de 5 à 20 %. Les responsables de ces communes souhaitent une réforme de la fiscalité locale, et un remplacement de « l'impôt pour service rendu » par un impôt général dépendant de la capacité contributive de chacun¹⁷.

Les responsables municipaux sont donc plutôt favorables au développement des *barrios privados* sur leurs territoires. Rares sont ceux qui, comme à Malvinas Argentinas, s'opposent à ce type d'urbanisation. D'une manière générale, ils cherchent à tirer le meilleur parti des projets en gestation, et parfois à les infléchir. Ainsi par exemple, l'intendant de Luján, petite commune encore largement rurale, à 80 km environ de Buenos-Aires, soutient le développement de l'urbanisation privée et se dit prêt à aider les investisseurs à surmonter toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer. Cela dit, il ajoute – probablement au regard de ce qui se passe dans les communes voisines – qu'il entend obtenir une certaine intégration des *barrios cerrados* et de leurs habitants dans le tissu social existant : « Il est nécessaire de promouvoir un développement intégral de Luján [...] Mais le développement urbain doit viser l'enracinement. Nous ne voulons pas des » citoyens d'autoroute « . Nous voulons de nouveaux voisins »¹⁸.

On peut se demander si ce développement des *barrios cerrados* ne s'inscrit pas dans une logique plus générale de privatisation de l'organisation sociale perceptible en Argentine depuis quelques temps. La décennie qui vient de s'écouler a en effet été marquée par un très grand affaiblissement des structures étatiques et par un mouvement de privatisation de nombreux services publics. La défiance vis-à-vis de l'État – aussi bien fédéral, que provincial ou local – semble s'être très largement renforcée. À cet égard, l'exemple de la sécurité est particulièrement intéressant : La mauvaise réputation de la police jugée inefficace et corrompue incite nombre d'habitants de Buenos-Aires à se tourner vers la police privée pour garantir leur sécurité... Dans de nombreux domaines, les problèmes autrefois gérés par les pouvoirs publics sont renvoyés à la sphère privée

c'est-à-dire aux individus, aux groupements d'individus ou encore à des services privés. D'où la « généralisation dans la société « d'une conscience privatiste » ou d'une « privatisation des consciences »¹⁹. Les résidents préfèrent par exemple opter pour une gestion privée des voies, et donc les fermer. S'ils acceptent de s'acquitter d'impôts locaux, ils font effectuer les services à



Le poste de contrôle d'un sous-quartier de Pilar del Este.

leurs frais : « Pour la collecte des ordures ménagères, on paye un impôt. Mais la collecte, nous la faisons nous mêmes. Nous ne voulons pas que la municipalité s'en charge. Sinon, ce serait mal fait ou même pas fait du tout. On paye deux fois la même chose, mais c'est quand même mieux comme ça » (un président de *club de campo*).

Ce phénomène singulier n'est que l'une des traductions d'un processus de délitement social qui affecte aujourd'hui l'Argentine. Jour après jour, la presse évoque la crise économique qui affecte le pays, le climat délétère dans lequel il se trouve, la démotivation et le scepticisme qui s'emparent des citoyens. Elle dénonce la perte de crédibilité d'un pouvoir politique qui n'est même plus souverain et que d'aucuns présentent comme un simple « administrateur colonial »²⁰. Cette situation explique en partie un certain désintéressement vis à vis de la « chose publique ». Très concrètement par exemple, la rue était le lieu privilégié de l'expression politique populaire. Elle est aujourd'hui

17. Les intendants soulignent « que la contribution pour service général doit être le nouveau critère et qu'il est juste que ceux qui vivent bien ou possèdent plus, payent plus » In *La Nación*, 10 juin 2000.

18. *La Nación*, 26 août 2000.

19. María Cecilia Arizaga, *Los Barrios Cerrados y el « mito de la comunidad purificada »*, in *Revista de la Sociedad Central de Arquitectos (SCA)*, Buenos Aires, septembre 1999.

20. Édition Argentine du *Monde diplomatique* du mois de juillet 2000.

pratiquement désertée comme espace de rassemblement et d'action politique²¹. Ce recul de l'intérêt pour la chose publique se traduit aussi par l'émergence de nouvelles aspirations. Selon un sondage commandé par le quotidien Clarín, 44 % des portègues (habitants de Buenos-Aires) estiment que l'ordre et la sécurité sont plus importants que la démocratie. Dans ce pays qui a été marqué par plusieurs décennies d'immigration, 21 % des argentins souhaitent quitter leur pays. Le pourcentage est beaucoup plus élevé chez les jeunes de moins de 24 ans, puisqu'un jeune sur trois souhaite s'installer à l'étranger. On trouve, dans les couches moyennes et supérieures, proportionnellement plus de candidats au départ que dans les classes populaires. Enfin et surtout, le désir de sécession touche beaucoup plus les portègues que les argentins de l'intérieur. 30 % des premiers souhaitent s'expatrier alors que les seconds ne sont que 18 % à exprimer une telle opinion.

Un tel contexte général met en perspective le mouvement de départ vers les *barrios cerrados* en périphérie de la ville. Une partie des classes moyennes participe, à sa manière, au phénomène d'émigration qui semble aussi toucher une bonne partie des habitants de la capitale. Certes, on pourrait penser qu'en effectuant un « léger » déplacement – du centre vers la périphérie – ceux qui s'installent dans les *barrios cerrados* ne s'absentent pas vraiment de Buenos-Aires et ne font finalement que décaler un peu le lieu de leur enracinement. Nous faisons l'hypothèse inverse. Ceux qui partent ainsi, non seulement quittent Buenos-Aires, mais aussi s'engagent progressivement dans des trajectoires d'émigration. Car ces *barrios cerrados* ne sont peut-être pas tant des isolats, satellites de la capitale fédérale, que des composants d'un réseau planétaire en

formation. Moins peut-être parce que nombre de résidents qui vivent dans ces quartiers appartiennent à des entreprises de services directement en prise avec le marché international, qu'en raison des stratégies familiales à l'œuvre dans ces espaces. On ne peut en effet manquer d'être frappé par deux choses : d'une part la polarisation des familles sur l'éducation et la protection de leurs enfants ; d'autre part, la volonté de procurer à ces enfants, par l'intermédiaire des écoles bilingues qui font flores dans et autour des *barrios privados*, une éducation et une culture anglo-saxonne qui les rendent capables de se mouvoir, demain, dans les réseaux planétaires qui passent par la maîtrise de la langue anglaise.

Si cette hypothèse se vérifiait, le phénomène d'installation dans les *barrios cerrados* ne serait pas seulement à voir comme un phénomène de repli, de retrait vers une sociabilité de proximité, mais aussi comme un mouvement de redéploiement. Il est clair que les *barrios privados* autorisent la création d'un entre-soi, hyperprotégé, à l'abri des nuisances de la ville. Mais, coupés de leur environnement, véritables quartiers « hors sol », les *barrios cerrados*, sont peut-être aussi et surtout, les pièces d'un nouveau dispositif réticulaire, qui place ceux qui s'y inscrivent dans les circuits de la mondialisation.

Christine Dourlens, Pierre Vidal-Naquet

21. Luis Alberto Romero, « Apogeo y decadencia de la política en las calles, 1969-1999 », in *Buenos Aires, Historia de Cuatro Siglos*, op. cit.

22. Selon un sondage de Gallup Argentina pour *La Nación*. *La Nación*, 15 juillet 2000.

Christine Dourlens et Pierre Vidal-Naquet sont chercheurs au CERPE (Centre d'étude et de recherche sur les pratiques de l'espace) à Lyon. Ils s'intéressent à la diffusion de la notion de proximité – tant spatiale que temporelle – dans différents champs de l'action publique, et notamment dans le domaine des politiques sociales et sanitaires et dans celui de la politique de prévention des risques.
<cerpe.lyon@wanadoo.fr >